

# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION



UNE VUE DES LOGEMENTS PDI DE

## CENTRE-NORD

### SOMMAIRE

- I. Contexte/points saillants
- II. Zones couvertes
- III. Caractéristiques des mouvements de population
- IV. Situation sécuritaire dans les zones couvertes
- V. Incidents de protection dans les zones sous couverture
- VI. Problèmes spécifiques à certains groupes à risque
- VII. SGBV
- VIII. Appui psychosocial
- IX. Protection de l'enfance
- X. Personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)
- XI. Situation de LTB dans la zone de déplacement et de retour
- XII. COVID-19 : activités et impact
- XIII. Etat de droit
- XIV. Protection basée sur la communauté - comites de protection
- XV. Système de partage d'information et coordination
- XVI. Recommandations

**NOVEMBRE 2020**

## I. CONTEXTE / POINTS SAILLANTS

Les zones d'intervention dans la région du Centre-Nord ont connu une situation sécuritaire relativement calme. Elle a été marquée par la survenue d'un incident sécuritaire à Sigribila (hameau de culture situé à 15 km de Dablo) où deux (2) femmes ont été victimes d'agression physique de la part d'un homme armé non identifié (HANI). A Barsalgho, un autre incident survenu le 15 novembre 2020 a concerné vingt (20) femmes de Bamgmiougou et Koroko-Natenga (villages situés à 15 km de Barsalgho) menacés par des hommes armés non identifiés (GANI).

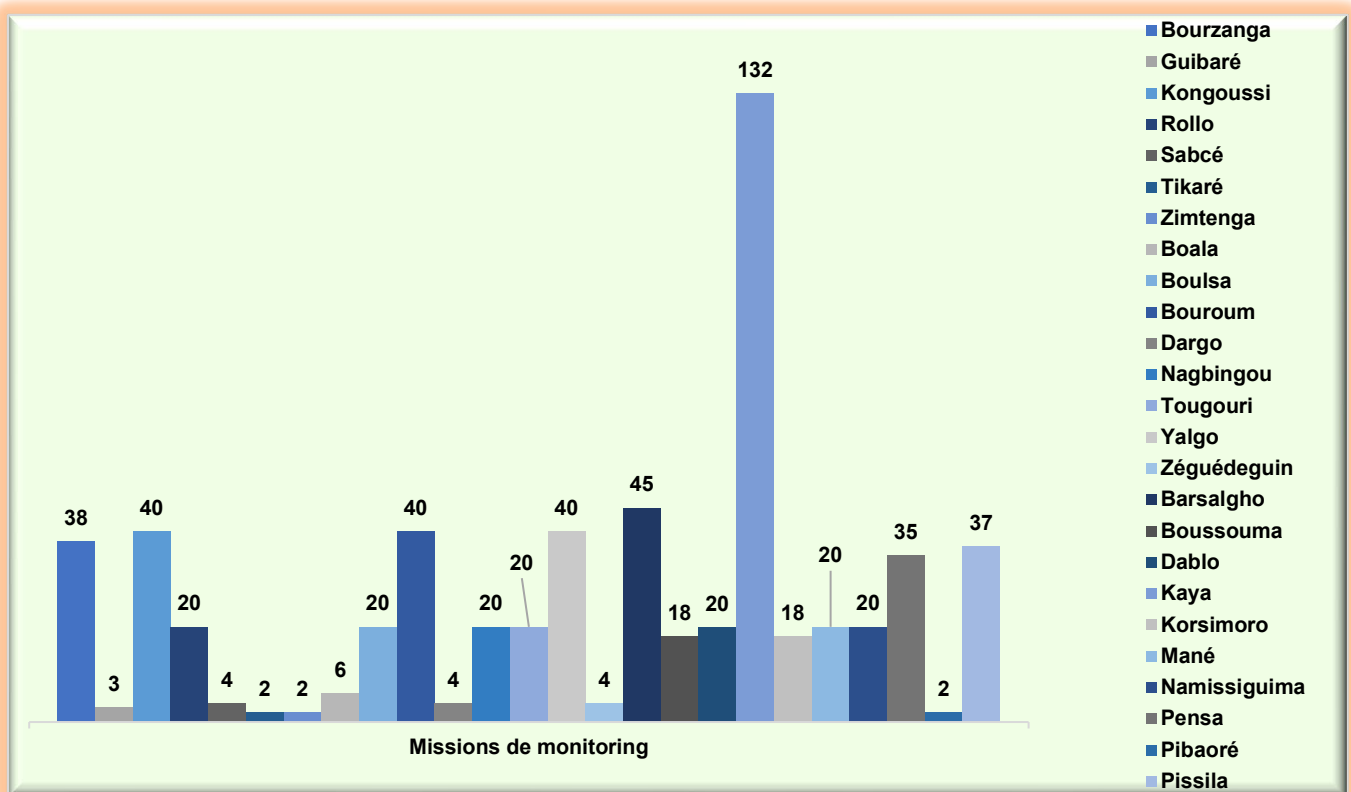
Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), en collaboration avec les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ont poursuivi leurs actions de sécurisation à travers des patrouilles dans les zones à risque telles Dablo, Barsalgho, Pensa, Bourzanga et Namissiguima.

Cette relative accalmie a permis aux structures humanitaires, aux services étatiques et communaux de continuer à offrir des prestations de services (activités courantes) aux populations PDI et hôtes.

## II. ZONES COUVERTES

Six cent dix (610) sorties/missions de monitoring ont été effectuées dans vingt-six (26) communes de la région du Centre-Nord à l'exception de Nasséré et Rouko qui n'ont pas été couvertes.

**Graphique n°1 : répartition des missions de monitoring effectuées par commune**



### III. CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Huit (8) mouvements de populations ont été enregistrés comme résumés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n°1 : mouvements de population enregistrés au cours de la période sous rapport**

Origine					Destination				#individus	Type de mouvements	Raisons
Région	Province	Commune	Secteur	Villages	Province	Commune	Secteur	Villages			
Centre Nord	Namentenga	Bouroum		Daogo	Namentenga	Bouroum		Silmadje	400	Retour	Amélioration des conditions sécuritaires
Centre Est	Kouritenga	Pouytenga		Pouytenga	Namentenga	Zéguédéguin		Lagoblin	40	Retour	Amélioration des conditions sécuritaires
Centre Nord	Namentenga	Bouroum		Koulponsgo	Namentenga	Tougouri	Sect 4		100	Retour	Amélioration des conditions sécuritaires
Est	Gourma	Fada N'Gourma		Nagré	Namentenga	Tougouri	Sect 2 et 3		300	Premier déplacement	En prévention
Centre Nord	Namentenga	Bouroum		Kalamba	Namentenga	Yalgo	Sect 3		450	Déplacement secondaire	Incidents sécuritaires
Sahel	Seno	Gorgadji		Demniole	Namentenga	Yalgo	Secteur 2 et 3		190	Premier déplacement	Incidents sécuritaires
Centre Nord	Namentenga	Bouroum		Kalabam	Namentenga	Yalgo	Yassou		15	Déplacement secondaire	Incidents sécuritaires
Sahel	Seno	Gorgadji		Demniole	Namentenga	Yalgo	Sigu-voussé		60	Premier déplacement	Incidents sécuritaires

Des entretiens réalisés avec les ménages déplacés dans ces communes révèlent des besoins en vivres, abris, AME, AGR, d'accès à l'eau potable et aux services sociaux de base.

### IV. SITUATION SECURITAIRE DANS LES ZONES COUVERTES

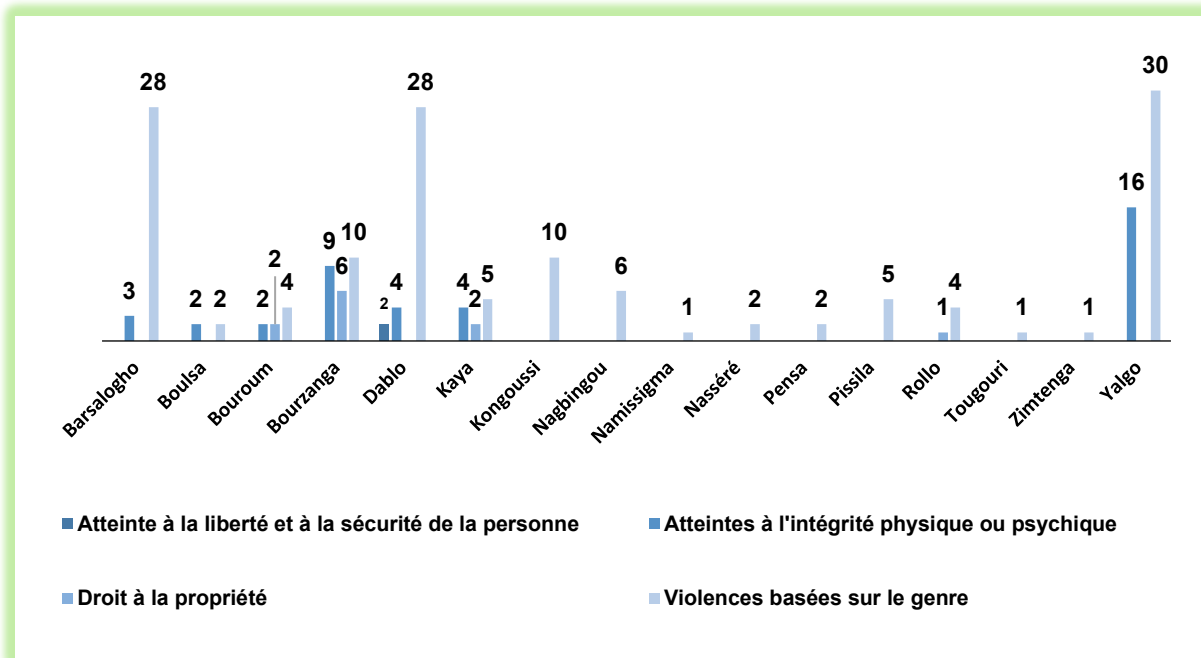
Dablo : dans la matinée du 6 novembre 2020, à Sigribila (hameau de culture situé à 15 km de Dablo), dix (10) femmes et trois (3) filles parties à la recherche du bois de chauffe ont été interceptées par un homme armé non identifié. Deux d'entre elles (des femmes) ont été victimes d'agression physique. Elles ont été battues par le HANI puis relâchées.

Barsalogo : le 15 novembre 2020, une vingtaine de femmes de Bamgmiougou et Korke-Natenga, (villages situés à 15 km de Barsalogo), parties à la recherche de bois de chauffe, ont été surprises par des hommes armés non identifiés qui les ont intimidées en les menaçant de ne plus revenir dans ces lieux, faute d'être sévèrement punies.

## V. INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

Cent quatre-vingt-douze (192) incidents de protection ont été enregistrés avec 72,39% des cas de violences basées sur le genre (VBG). L'on note une hausse des cas d'incidents de protection comparativement au mois d'octobre où on dénombrait soixante-dix-huit (78) cas de violations, dont quarante-six (46) cas de violences basées sur le genre (VBG).

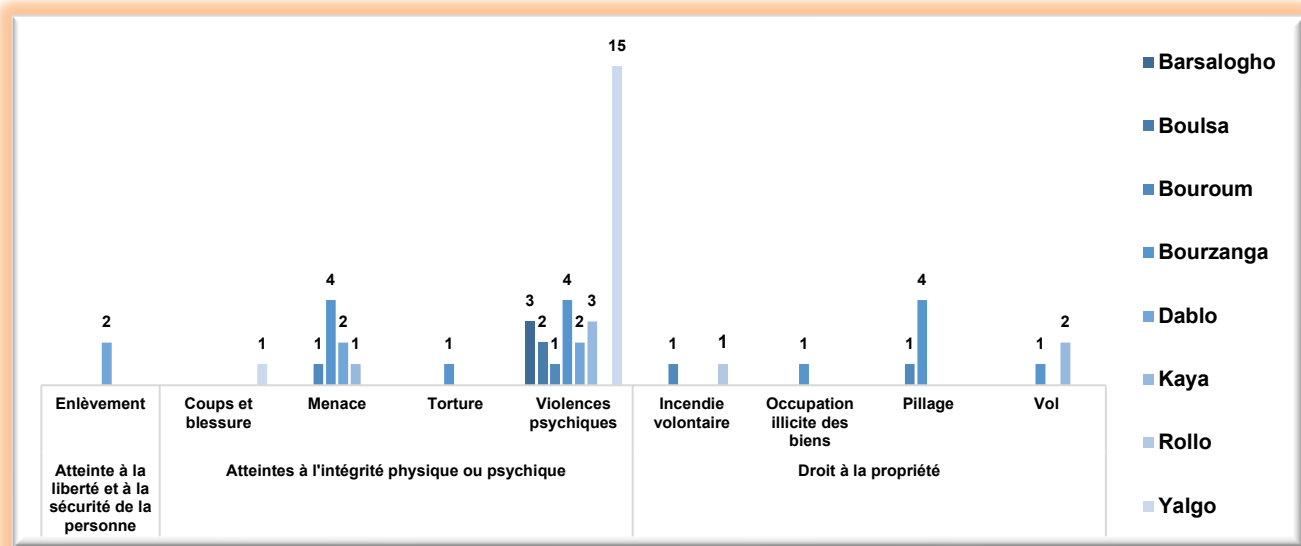
**Graphique n°2** : répartition des incidents de protection enregistrés dans le mois de novembre 2020



Cette hausse des incidents de protection pour ce mois s'expliquerait par le regain des attaques perpétrées par les HANI notamment dans la zone de Barsalogho (axe Dablo – Barsalogho) dont les répercussions et les effets ont du mal à s'estomper ainsi que les attaques dans la région du Sahel (Gorgadji) qui ont entraîné des mouvements de populations vers la commune de Yalgo. De plus, les tribunes d'écoute offertes après les séances de sensibilisation des moniteurs et des cliniques mobiles donnent l'occasion aux femmes de raconter/dénoncer des faits de VBG vécus.

## ☒ DES INCIDENTS DE PROTECTION ENREGISTRÉS DANS LE MOIS DE NOVEMBRE HORMIS LES VBG<sup>1</sup>

**Graphique n°3** : répartition des incidents de protection enregistrés dans le mois de novembre 2020 hormis les VBG



Hormis les violences basées sur le genre (VBG), l'on a enregistré cinquante-trois (53) cas de violations de droits réparties comme suit : deux (2) cas d'atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne, quarante (40) cas d'atteinte à l'intégrité psychique et physique et onze (11) cas d'atteinte au droit à la propriété.

**Atteintes à l'intégrité physique et psychique** : le pic observé avec 75,47% des cas est lié aux intimidations et menaces des HANI vis-à-vis de leurs victimes dans l'optique de créer un climat de peur et de panique au sein de la population. La commune de Yalgo enregistre 50% des violences psychiques identifiées. Selon les informations recueillies, les HANI ont obligé leurs victimes (14 femmes et un homme) à assister à l'assassinat de leurs proches. 96,22% des violations de droits à ce niveau ont été commises sur des personnes déplacées internes.

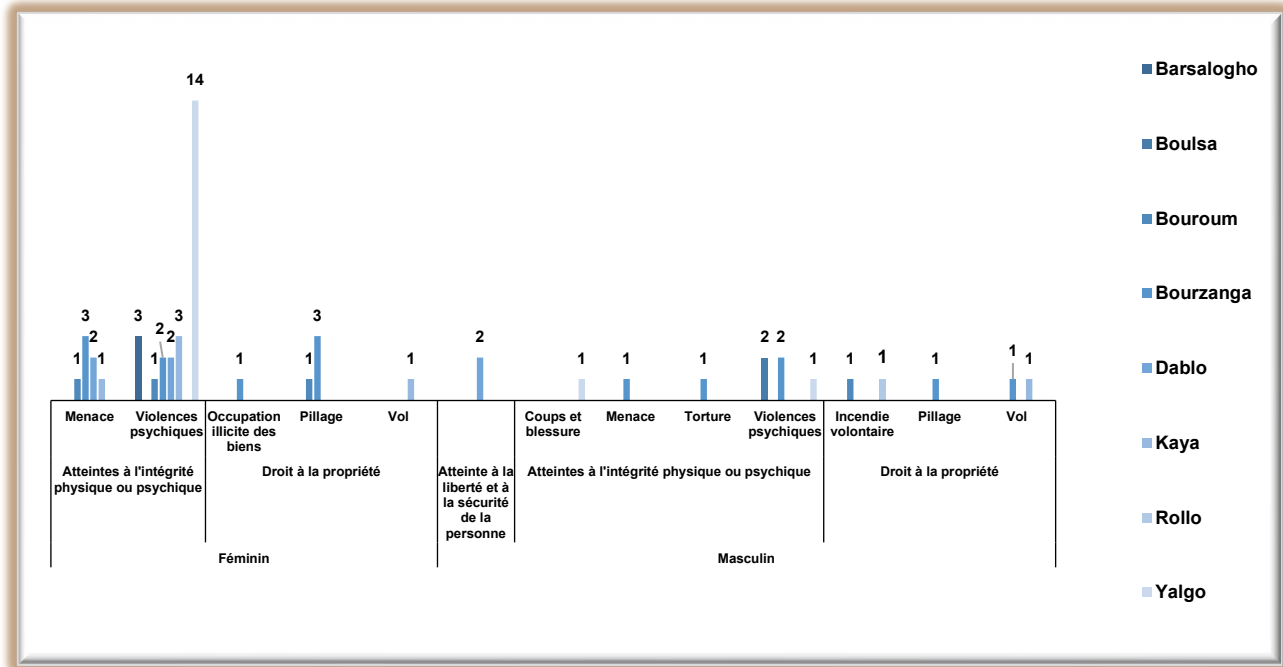
**Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne** : les incidents se sont produits dans la commune de Dablo où deux (2) hommes PDI, originaires de Gaselgaraf (commune d'Arbinda) ont été enlevés par des HANI le 28 octobre 2020 (fait rapporté au cours de la période sous revue).

**Atteintes aux droits à la propriété** : elles représentent 20,75% des violations de droits enregistrées, commises sur des PDI. Il s'agit de pillages dans les communes de Bourzanga (4) et Bouroum (1) où les GANI enlèvent des troupeaux sous le regard impuissant de leurs victimes.

<sup>1</sup> Confer VII dédié aux violences basées sur le genre (VBG).

## DE LA SITUATION DES VICTIMES DES INCIDENTS DE PROTECTION HORMIS LES VBG SELON LE GENRE

**Graphique n°4 :** répartition des victimes d'incidents de protection enregistrés dans le mois de novembre 2020 hormis les VBG selon le sexe et la commune de résidence



Durant la période sous revue, trente-huit (38) incidents de protection, hormis les VBG, ont été commis sur des femmes (37 déplacées internes et 1 demandeur d'asile) âgées de 15 et 82 ans. Elles sont exposées au sein de la société à travers des normes traditionnelles qui ne les protègent pas assez et qui, parfois, les avilit. Par ailleurs, du fait de leur statut de déracinées et de leur situation de détresse, elles deviennent également des « proies faciles », victimes d'abus de tout genre.

52,63% des incidents de protection commise sur les femmes ont eu lieu à domicile contre 7,89% qui se sont produits en brousse (recherche de bois de chauffe).

A domicile, les hommes sont beaucoup plus agressifs envers les membres de la famille, du fait de leur fragilité psychologique liée aux conditions migratoires et à l'exposition aux difficultés de la vie. La société traditionnelle avec ses règles sociales contribue en grande partie à renforcer le caractère féodal de l'homme et le rend encore plus écrasant et autoritaire. Ces situations ne sont pas sans conséquence psychologiques sur les femmes qui sentent leurs droits confisqués et qui sont obligées de se soumettre pour être en conformité avec les principes traditionnels.



## ☒ DES PRESUMES AUTEURS DES VIOLATIONS DES DROITS

**Tableau n°2** : répartition des auteurs de violations des droits du mois de novembre hormis les VBG

	Groupes armés	Membre de la famille	TOTAL
<b>Zone d'accueil</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
<b>Atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne</b>	<b>2</b>		<b>2</b>
<b>Atteintes à l'intégrité physique ou psychique</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>8</b>
<b>Zone d'origine</b>	<b>43</b>		<b>43</b>
<b>Atteintes à l'intégrité physique ou psychique</b>	<b>43</b>		<b>43</b>
<b>TOTAL</b>	<b>50</b>	<b>3</b>	<b>53</b>

84,31% des violations de droits ont été commises par les groupes armés dans les zones d'origines des victimes. De plus, le contexte sécuritaire de la région du Centre-Nord principalement dans certaines zones d'insécurité (Barsalogo, Dablo, etc.) explique cet état de fait. En effet, les groupes armés, malgré les patrouilles de sécurisation menées par les FDS et les VDP, continuent de perpétrer des attaques contre les populations. Quant aux violations de droits commises par les membres de la famille, on en dénombre trois (3) dont les auteurs sont deux (2) conjoints de victimes et un (1) inconnu.

## **VI. PROBLEMES SPECIFIQUES A CERTAINS GROUPES A RISQUE**

A Barsalogo, la situation des Peulhs PDI reste entière.

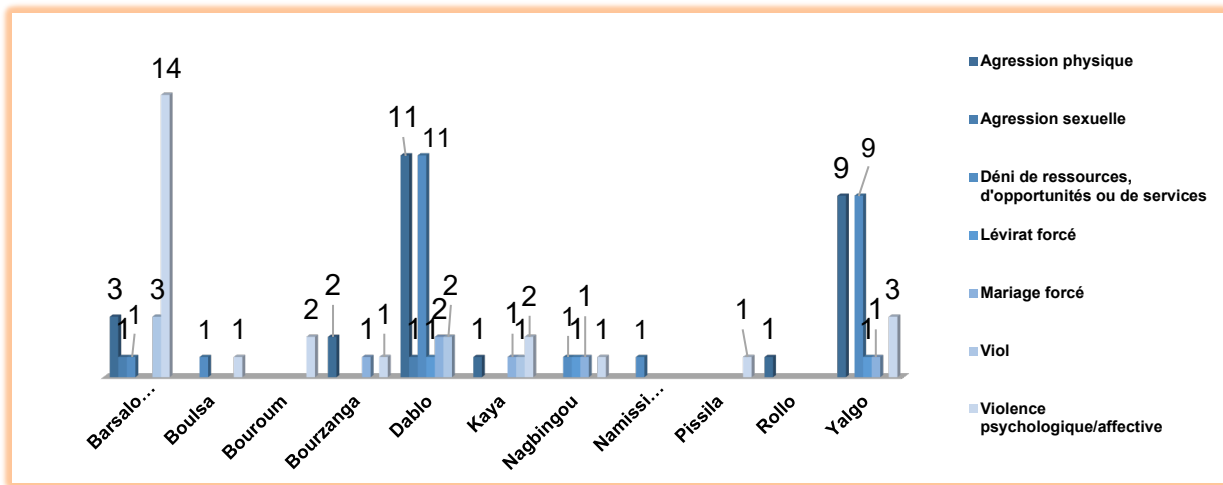
Communément appelée « le camp peuhl », la communauté peuhle résidant sur ce site ne se sent pas libre de circuler et n'a pas la possibilité de jouir entièrement de sa liberté. Leurs mouvements sont limités à l'intérieur du camp, sous peine de se représailles ou d'être éliminés en dehors du site où leur sécurité n'est aucunement garantie. Ils disent, surtout les hommes, ne même pas pouvoir sortir du site pour satisfaire leurs besoins d'achat au marché. Cette possibilité revient seulement aux femmes qui sont tolérées et qui peuvent le faire.

L'évaluation faite au cours de ce mois, en accord avec le CODESUR et en collaboration avec l'action humanitaire et Médecins Sans Frontière a permis de dénombrer 400 ménages de 1809 PDI (166 hommes, 217 femmes et 1217 enfants) et de relever les difficultés/besoins en termes de sécurité (restriction de liberté/circulation, menaces, peur des VDP et risques d'enlèvement), cohésion sociale (exclusion, suspicion, rejet de la part des autochtones/populations hôtes), nutrition (entièrement dépendants de l'assistance humanitaire dont les rations ont baissé du 2/3 et sans possibilité d'accéder au complément de nourritures), éducation (école du site décoiffée), Wash (difficile approvisionnement en eau à cause des pompes en pannes) auxquels elles font face.

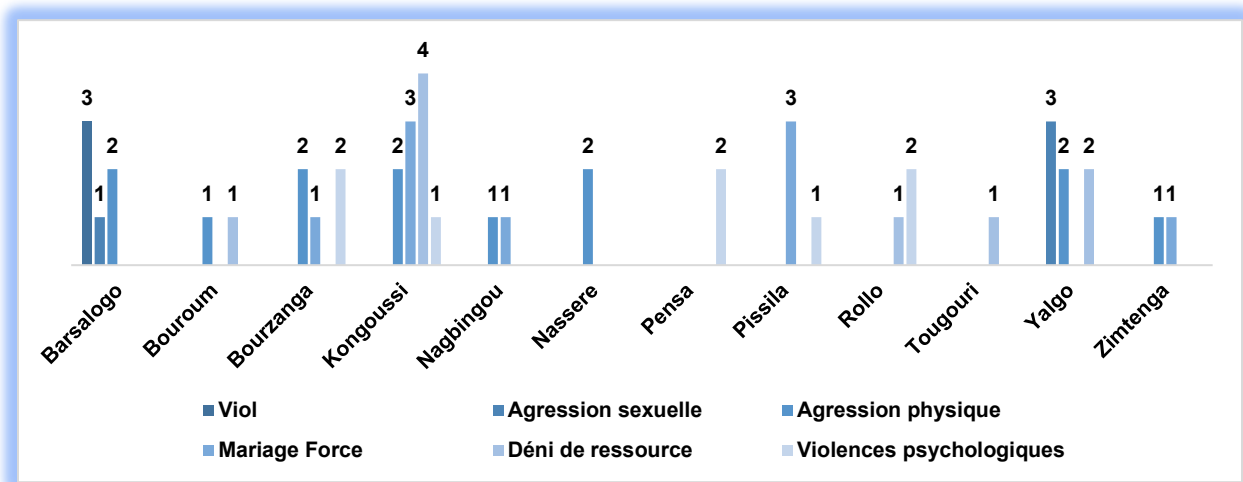
## VII. SGBV

Cent trente-neuf (139) cas de survivantes de SGBV ont été identifiés et documentés dont quatre-vingt-treize (93) par les moniteurs de protection et quarante-six (46) par les gestionnaires de cas des équipes mobiles. Les différents types de VBG identifiés sont : les agressions physiques (40), les dénis de ressources, d'opportunité ou de services (33), les agressions sexuelles (06), les viols (09), les mariages forcés (15), les lévirats forcés (03) et les violences psychologiques (33).

**Graphique n°5** : types de SGBV identifiés par les moniteurs de protection selon la commune de résidences des survivantes



**Graphique n°6** : types de SGBV identifiés par les gestionnaires de cas des équipes mobiles et les moniteurs de protection par rapport de résidences des survivantes



Ce chiffre assez significatif (hausse des cas comparativement au mois précédent) s'explique en partie par le fait que les populations (PDI et Hôtes) dénoncent de plus en plus les cas de VBG lors des écoutes qui font suite aux sensibilisations des moniteurs et des gestionnaires de cas. Les survivantes qui sont plus informées sur les questions de VBG et de l'existence des services et structures de prise en charge se sentent rassurées et sont plus accessibles, ouvertes.



## ☒ DES ASSISTANCES APPORTEES AUX SURVIVANTES DES SGBV

Cinq (5) cas de mariages forcés, sept (7) cas d'agression physique et cinq (5) cas de violences psychologiques ont été référées à la psychologue de l'ONG HI de Barsalogo pour la prise en charge psychosociale ; deux (2) cas de mariage forcé ont été référés à la même ONG HI pour un lieu de refuge sûr ; deux (2) cas de viol, trois (3) cas d'agression sexuelle et cinq (5) cas d'agression physique ont été référés à CSSI pour la prise en charge médicale.

## VIII. APPUI PSYCHOSOCIAL

Les activités de prise en charge psychologique et psychosociale ont été menées dans les différentes localités auprès des survivantes de VBG et celles victimes d'autres violations de droits à travers des diagnostics psychologiques, écoutes individuelles attentives, counseling téléphonique, techniques de relaxation et la psychoéducation.

**Tableau n°3** : répartition des types de violation subis par les survivantes selon le sexe et la commune de résidence

LOCALITE	TYPES DE VIOLATION SUBIS	SEXE		TOTAL
		H	F	
<b>Kaya</b>	Viol		1	<b>3</b>
	Violence psychologique		1	
	Agression physique		1	
<b>Yalgo</b>	Agression sexuelle		1	<b>15</b>
	Agression physique		2	
	Déni de ressources, d'opportunités et de services		2	
	Maltraitance psychologique		1	
	Décès de proche		4	
	Victime de marginalisation		1	
	Difficultés relationnelles	1		
Exposition aux tirs à l'arme à feu/ cadavres		3		
<b>Nagbingou</b>	Agression physique		1	<b>1</b>
<b>Barsalogo</b>	Agression physique		2	<b>6</b>
	Maltraitance psychologique		4	
<b>Dablo</b>	Agression physique		6	<b>6</b>
<b>Pissila</b>	Maltraitance psychologique		1	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1</b>	<b>31</b>	<b>32</b>

Au total, trente-deux (32) cas ont bénéficié d'un appui psychologique et psychosocial dont vingt-trois (23) cas de VBG dans le cadre des activités de l'équipe mobile et neuf (9) cas ayant subi d'autres violations. Ces différents cas sont repartis dans les localités concernées comme suit : Kaya (3), Yalgo (15), Barsalogo (6), Dablo (6), Nagbingou (1) et Pissila (1).

Les survivantes prises en charge présentait des signes physiques et des manifestations neurovégétatives qui se caractérisent par des blessures physiques, des maux de tête, des douleurs musculaires, des troubles du sommeil, etc. D'autres signes et symptômes psychologiques comme les peurs intenses, les comportements d'évitement, l'hypervigilance, des réactions de sursaut, les cauchemars, etc. sont aussi présents et récurrents.

Toutes les survivantes ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale et psychologique. Les techniques de psychoéducation, de la respiration profonde et d'écoute attentive étaient les principaux outils thérapeutiques ou de prise en charge utilisés dans la réponse apportée à ces survivantes ou personnes qui ont été potentiellement exposées aux incidents traumatiques. Ces techniques thérapeutiques ont permis aux survivantes de bénéficier d'un soutien émotionnel adéquat, d'activer et de renforcer leur estime de soi, de les rassurer, d'atténuer le degré de leurs douleurs physiques et psychologiques.

## IX. PROTECTION DE L'ENFANCE

Un enfant à risque a été identifié et pris en charge. Il s'agit d'une fillette PDI âgée de quatre (4) mois souffrant de démangeaison cutanée et de malnutrition. ICAHD International, après avoir évalué les besoins de la famille s'est rendu compte qu'elle était démunie. Pour ce faire, l'enfant a été référé immédiatement au CREN du CHR de Kaya pour une prise en charge sanitaire, ensuite un appui d'urgence en vivres a été apporté à la famille de cette fillette ICAHD introduira également une requête à l'UNHCR dans le but d'apporter un appui en abris, en AME et en AGR pour accompagner cette famille dans l'amélioration de ses conditions de vie.

Deux focus groups avec les membres des comités de protection de la commune de Kaya (secteurs 4 et 7) ont été réalisés dans le but de rappeler le rôle des comités de protection dans la mise en œuvre des activités en lien avec la protection de l'enfance : l'identification des violations de droits touchant les enfants.

## X. PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Des problèmes spécifiques identifiés par les PDI au cours des focus groups dans les différentes localités couvertes sont résumés dans le tableau ci-dessous :

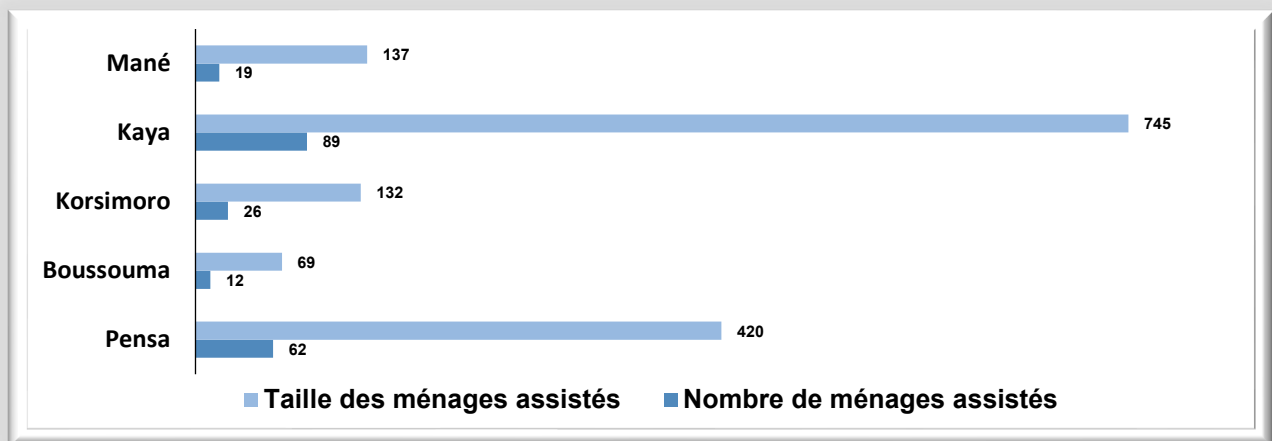
GROUPE A RISQUE	PROBLEMES IDENTIFIES
Femmes à risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Victimes de violences basées sur le genre (mariage forcé, lévirat, déni de ressource et d'opportunité)</li> <li>✚ Difficulté d'accéder aux services sociaux de base (Centre de santé éloigné et parfois inaccessible du fait de l'insécurité)</li> <li>✚ Manque d'abris, de vivres et AME</li> <li>✚ Absence de microcrédits pour la réalisation des AGR</li> <li>✚ Absence de kits de dignité (filles et femmes en âge de procréer)</li> </ul>
Enfant à risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Difficultés d'acquisition de documentations,</li> <li>✚ Manque de moyens pour payer la scolarisation</li> <li>✚ Insuffisance/manque d'alimentation</li> <li>✚ Exploitation et travail des enfants</li> </ul>

GROUPE A RISQUE	PROBLEMES IDENTIFIES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Négligence</li> <li>✚ Manque d'abris ou abris parfois délabrés.</li> </ul>
Personnes âgées à risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Difficulté d'accéder aux centres de santé</li> <li>✚ Manque d'abris ou abris parfois délabrés.</li> <li>✚ Insuffisance/manque d'alimentation</li> </ul>
Personne vivant avec un handicap	<ul style="list-style-type: none"> <li>✚ Victimes de discrimination</li> <li>✚ Difficulté d'accéder aux centres de santé</li> <li>✚ Manque d'abris ou abris parfois délabrés.</li> <li>✚ Manque de vivres</li> <li>✚ Kits de dignité pour les femmes/filles handicapées</li> </ul>

## ✚ DES ASSISTANCES APORTEES AUX PBS

ICAHD International a pu apporter une assistance en CBI à deux cent huit (208) ménages de mille cinq cent trois (1503) PBS (femmes à risque, personnes âgées à risque, personnes vivant avec un handicap, personnes vulnérables à risque (indigentes) des communes de Pensa, Mané, Korsimoro, Boussouma et Kaya. Ces assistances ont été réalisées en collaboration avec la Direction régionale en charge de l'Action humanitaire. Le graphique ci-dessous présente les PBS assistées par commune.

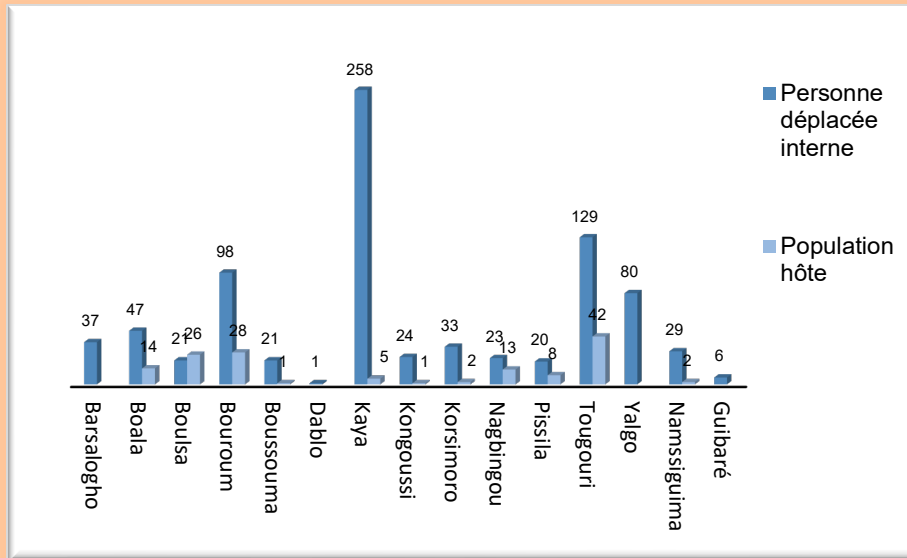
**Graphique n°7 : répartition des PBS assistées au cours du mois de novembre 2020**



## XI. SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

Il ressort des activités de monitoring que le problème des logements persiste dans les communes sous

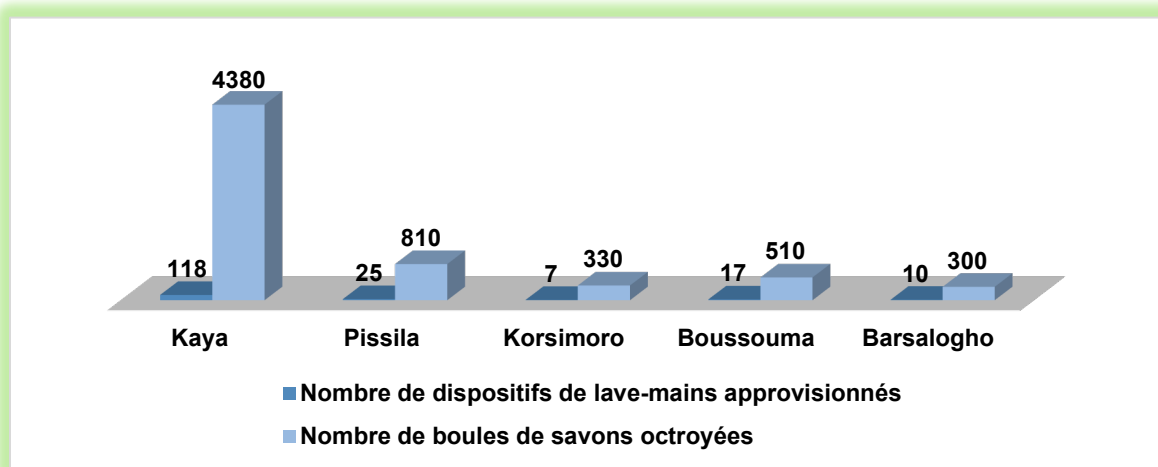
couverture. Les moniteurs de protection ont identifié neuf cent soixante-neuf (969) ménages qui ont besoin de logements adéquats dont 85,34% sont des personnes déplacées internes. La commune de Kaya, première commune de destination des PDI, enregistre le plus grand nombre de personnes déplacées internes ayant un besoin d'abris.



## XII. COVID-19 : ACTIVITES ET IMPACT

1. Deux cent soixante-trois (263) cartons et dix-huit (18) boules de savons, soit six mille trois cent trente (6330) boules distribuées dans le cadre de l'approvisionnement de cent soixante-dix-sept (177) dispositifs de lave-mains dans le Centre-Nord.

**Graphique n°9** : répartition par commune du nombre de dispositifs de lave-mains approvisionnés en savons



2. Trente-huit (38) séances de sensibilisation sur la prévention contre la pandémie de la COVID-19 réalisées comme suit : Barsalogho (18), Dablo (2), Kaya (9), Namissiguima (2), Pensa (1), et Pissila (6). Ces séances de sensibilisations ont touché mille deux cent quatre-vingt-trois (1283) personnes, dont quatre cent cinquante-deux (452) enfants, cinq cent soixante (560) femmes et deux cent soixante-onze (271) hommes.

### XIII. ETAT DE DROIT

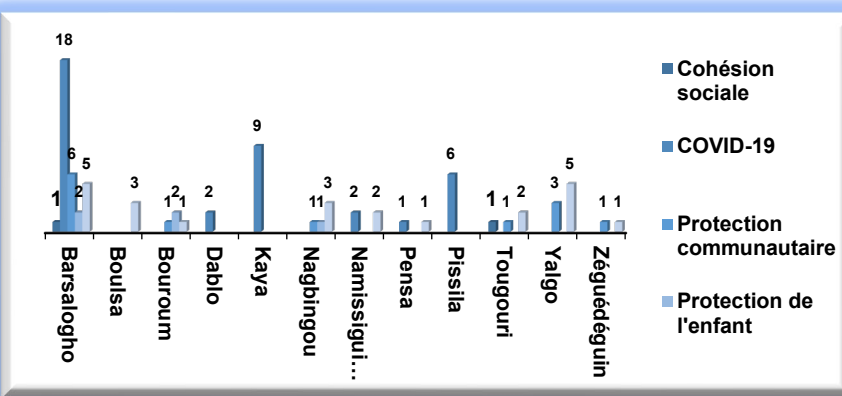
Du fait de l'insécurité, on note la fermeture des établissements scolaires et des centres de santé et de promotion sociale (CSPS) dans les communes de Dablo, Pensa et dans le village de Foubé. Dans les autres communes de la région du Centre-Nord, les écoles et les CSPS fonctionnent normalement. De plus, les services étatiques et communaux déroulent quotidiennement leurs programmes d'activités du dernier trimestre de l'année 2020.

Les Forces de Défense et de Sécurité et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) poursuivent les actions de sécurisations surtout dans les communes à risque telles que Dablo, Pensa, Namissiguima, Bourzanga et Barsalogho (Foubé).

ICAHD International continue de travailler en étroite collaboration avec les services déconcentrés en charge de l'Action humanitaire de la région du Centre-Nord, surtout dans le domaine des assistances apportées aux personnes à besoins spécifiques et aux cas individuels de protection.

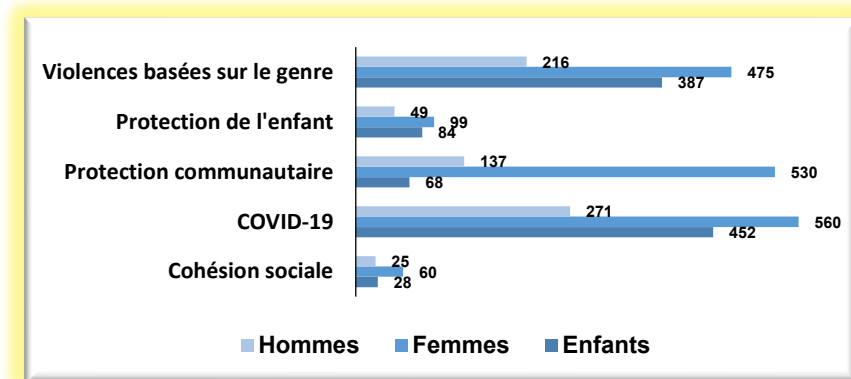
### XIV. PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION

Quatre-vingt-une (81) sensibilisations ont été réalisées par les comités de protection dont trente-huit (38) sur la Covid-19, vingt-trois (23) sur les violences basées sur le genre, treize (13) sur la protection communautaire, cinq (5) sur la protection de l'enfant et deux (2) sur la cohésion sociale. 39,50% des séances de sensibilisation ont été réalisées par les comités de protection de Barsalogho sur des thèmes liés à la Covid-19.



communautaire, cinq (5) sur la protection de l'enfant et deux (2) sur la cohésion sociale. 39,50% des séances de sensibilisation ont été réalisées par les comités de protection de Barsalogho sur des thèmes liés à la Covid-19. Les deux (2) séances de sensibilisation réalisées dans la commune de Zéguédéguin ont été animées par le moniteur de protection en service à Boulsa.

Trois mille quatre cent quarante une (3441) personnes ont pris part aux séances de sensibilisations, dont mille dix-neuf (1019) enfants, mille sept cent vingt-quatre (1724) femmes et six cent quatre-vingt-dix-huit (698) hommes. L'on constate une forte mobilisation des femmes et des enfants au cours des séances de sensibilisation dans la mesure où ils sont plus disponibles, intéressés et constituent les couches les plus exposées aux thématiques. Le faible engagement des hommes lors desdites séances de sensibilisation est lié au désintérêt et aux représentations sociales des thématiques abordées notamment celles relatives aux violences basées sur le genre faites aux femmes.



L'on note une forte adhésion des communautés pour les thématiques ayant trait à la COVID-19 (1283 personnes y ont pris part) et aux violences basées sur le genre (1078 personnes touchées). Les zones à risque telles les communes de Pensa, de Dablo et de Namissiguima enregistrent une faible participation des communautés lors des séances de sensibilisation compte tenu du contexte sécuritaire instable.

**Tableau n°5** : répartition des participants aux séances de sensibilisation selon la thématique abordée et la commune

	Cohésion sociale	COVID-19	Protection communautaire	Protection de l'enfant	Violences basées sur le genre	TOTAL
Barsalogo	44	603	180	82	153	1062
Boulsa					160	160
Bouroum			78	110	89	277
Dablo		34				34
Kaya		351				351
Nagbingou			82	40	107	229
Namissiguima		47			37	84
Pensa		25			45	70
Pissila		223				223
Tougouri	69		123		149	341
Yalgo			216		242	458
Zéguédéguin			56		96	152
<b>TOTAL</b>	<b>113</b>	<b>1283</b>	<b>735</b>	<b>232</b>	<b>1078</b>	<b>3441</b>



## **XV. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION**

ICAHD International a participé :

- ✚ à la formation sur la prévention des abus et exploitation sexuelle en milieu de travail afin de renforcer les mécanismes de prévention et de dénonciation pour favoriser un monde de travail exempt d'abus et exploitation sexuelle (AES) et protecteur des bénéficiaires de nos services. Cette formation d'une journée a été organisée par l'UNHCR au profit des staffs de leurs structures partenaires (ICAHD International, Conseil Norvégien pour les Réfugiés, ACTED, CSSI, AIRD) ;
- ✚ à deux (2) réunions cluster bimensuelles de coordination SGBV dans la région du Centre Nord ayant porté sur la problématique de l'abus et exploitation sexuelle (AES) et la préparation de la campagne de 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes. ;
- ✚ à la réunion bimensuelle du Groupe de Travail Santé Mentale et Soutien Psychosocial en ligne où le plan stratégique santé mentale du Ministère de la Santé ainsi que les résultats d'une étude menée par REACH ont été présentés ;
- ✚ à la réunion de coordination entre l'UNHCR et ses partenaires où chaque structure a fait le bilan de la mise en œuvre des différents projets financés par l'UNHCR ;
- ✚ à la réunion de monitoring de protection portant sur l'harmonisation des outils de collecte de données et de rapportage entre l'UNHCR et ses partenaires de mise en œuvre des activités de monitoring de protection (MBDHP, ICAHD International et INTERSOS). Au cours de cette réunion, chaque structure a présenté le bilan de la mise en œuvre du projet de monitoring de protection et des assistances apportées aux PBS et aux survivantes de VBG.

## **XVI. RECOMMANDATIONS**

- **Abris :**
  - Doter en abris d'urgence tous les ménages déjà identifiés, surtout en cette période d'harmattan (UNHCR/autres acteurs)
  - Evaluer les besoins en abris dans toutes les localités d'accueil des personnes déplacées internes en y incluant les communautés hôtes pour une meilleure réponse en termes de dotation au Centre-Nord (cluster abris/UNHCR/autres acteurs)
- **Appui multisectoriel :**
  - Apporter la réponse aux besoins (en vivres, abris, AME, AGR, d'accès à l'eau portable et aux services sociaux de base) exprimés par les populations retournées à Bouroum, Zéguédéguin, Tougouri et celles déplacées à Yalگو.